

# Femmes, guerre et nucléaire : le pied dans la poudrière

Pourquoi se plonger dans des thématiques si lourdes, a priori éloignées de nos préoccupations quotidiennes, prenantes, et alors que nous sommes déjà accablées par l'état du monde ? Des problématiques qui nous semblent peut-être hors de portée, techniquement parlant, ou hors de notre champ d'action, parce que contrôlées par des forces bien plus puissantes que les nôtres ?

Destruction environnementale présente et future, problématique cruciale des déchets, danger pour la santé et pour la sécurité, enjeux économiques... Malgré ses risques et ses conséquences, depuis les années 2000, le recours au nucléaire s'est vu de moins en moins questionné. Paralyant nos capacités d'action, sa fatalité s'est insinuée dans les esprits. Conséquence : une impossibilité à imaginer d'autres voies. Idem pour la guerre – réelle comme énergétique.

Démystifier cette violence naturalisée et, comme on le découvre au fur et à mesure du dossier, inséparable de la virilité, c'est le rôle de l'analyse féministe. Reprendre par la connaissance le pouvoir sur les enjeux qui nous concernent. Parce que ce sont les femmes qui sont et seront les plus impactées par cette « politique économique de la bombe », comme l'appelle la chercheuse antimilitariste Andrée Michel, dont les effets se propagent partout, tout le temps et sur un temps long.

Les penseuses féministes nous invitent à nous emparer de ces sujets, sans craindre leur côté rébarbatif et les justifications scientifiques, et à nous fier à notre conviction profonde : ces technologies sont sources de destruction et de mort, aujourd'hui et pour les générations à venir.

La connaissance ouvre à la clarté, sur une force renouvelée et d'autres possibles : conditions premières au changement. En route pour un plan large !

DOSSIER COORDONNÉ PAR VÉRONIQUE LAURENT, AVEC LA RÉDACTION.



# Nucléaire, du déni au défi collectif: *porter en nous le mot avenir*

Comment reprendre la main sur des thématiques aussi imposantes que l'énergie nucléaire et ses liens avec la guerre ? Pourtant, ces enjeux complexes nous concernent directement : paix, énergie, climat...

Pour décrypter le contexte actuel, replongeons-nous aussi dans les expériences passées en compagnie de Patricia Patfoort, anthropologue flamande, autrice et formatrice en non-violence, et d'Isabelle Loodts, archéologue de formation, journaliste et réalisatrice. Cette dernière nous explique les questions soulevées par le documentaire qu'elle a réalisé en 2018, *Un héritage empoisonné*. Un entretien à retrouver intégralement en podcast dans notre série L'heure des éclaircuses.

PROPOS RECUEILLIS PAR VÉRONIQUE LAURENT. ILLUSTRATION : AURÉLIE WILMET.

*Isabelle, ton documentaire établit des liens entre passé et présent. Mais avant de s'intéresser aux enjeux actuels, peux-tu nous raconter le contexte de 1918 ?*

**Isabelle Loodts :** « À l'époque, on a produit pour la première fois, à l'échelle industrielle, des munitions chimiques. À la fin de la Première Guerre, tous les belligérants pensaient que le conflit allait continuer encore plusieurs années et les stocks de munitions étaient absolument gigantesques. En Belgique aussi, il y a eu des munitions à peu près sur tout le pays. Que faire avec ces stocks ? Les explosifs, la plupart du temps, on va les faire exploser. Mais pour les munitions chimiques, on n'avait pas du tout réfléchi à comment les démanteler. Il y a eu des débats, à l'époque – j'ai retrouvé des actes des débats parlementaires – avec les mêmes termes que pour les déchets nucléaires aujourd'hui : question de l'urgence, question de la dangerosité, de la difficulté économique... On n'a pas beaucoup d'argent, et des tas d'autres choses à faire : il faut que ça coûte le moins cher possible. Donc on choisit la "moins pire" des solutions, en reportant le problème à plus tard... Quand on décide de faire un "dépôt" de trois millions d'obus, dont la plupart chimiques, en mer du Nord, en face de Knokke, on pense que ça va être "géré" : les mettre dans l'eau les stabilise, à court terme en tout cas. Mais on sait qu'à long terme, il va y avoir de la corrosion, dont on ne sait pas ce que ça va donner dans l'eau. On reporte donc le problème. Il a resurgi 70 ans plus tard, parce qu'on a commencé à retrouver des obus. On avait oublié ce qu'il s'était passé et on se retrouve aujourd'hui avec cet immense dépôt, qui est en train de commencer à perdre ses matières chimiques dans la mer du Nord, à deux pas de nos côtes. »

*On voit bien les intrications entre armement et dégâts environnementaux. Dans ton film, tu pointes également la question économique, qui joue un rôle prédominant, au détriment des plus précaires. Que se passe-t-il après-guerre ?*

**I.L. :** « Il y a des industriels, liés à l'industrie de l'armement pendant la guerre, qui possèdent désormais les connaissances pour construire des munitions. Ils se disent qu'ils peuvent exploiter ces connaissances pour démanteler les munitions et faire une sorte de grande opération de recyclage. Un merveilleux article du *Figaro*, en 1919 ou 1920, compare l'un de ces industriels à une sorte de Rockefeller [*industriel américain qui incarne le mythe de la réussite individuelle, ndlr*]. Cet Anglais, qui avait dix usines en France et une en Belgique, explique que, avec le métal récupéré de ces munitions, on fait des caractères d'imprimerie – magnifique, pour l'éducation ! –, avec les poudres récupérées, on fait des engrais – génial, on fait repartir l'agriculture sur des terres meurtries ! – et... les produits chimiques, il ne dit pas trop ce que l'on en fait. Cette poignée d'industriels va en réalité faire sur le terrain à peu près n'importe quoi. Avec l'aval des États, qui imposent même parfois aux populations locales protestant en vain des exploitations qui vont s'installer chez elles, polluer les terres et créer sans doute des dégâts sur les cultures ou dans ces usines mêmes. Parce que

« *L'avantage  
de pouvoir parler  
de ce qui se passe ici,  
c'est de ranimer  
la mémoire  
des gens, rendre  
sensible ce qui  
paraît éloigné. »*

ces démantèlements étaient extrêmement dangereux. Et réalisés par des populations défavorisées, des gens qui venaient souvent de l'étranger, sous-payés. »

*Quels liens as-tu établis avec la situation actuelle ?*

**I.L. :** « Des grands exploitants des terres agricoles du Nord, betteravières et céréalières, avaient négocié pour que l'État s'engage à débarrasser ces terres rapidement – les débarrasser des stocks de munitions, mais aussi de toutes les munitions explosées ou non explosées qui avaient été projetées sur ces terrains. Il faut imaginer ces quantités absolument incroyables qu'on appelle à l'époque "les moissons de fer". Où va-t-on envoyer ces déchets ? Même problème qu'aujourd'hui avec les déchets nucléaires... Ils ont été majoritairement dans le département français de la Meuse, où les terres étaient déjà pauvres avant-guerre. L'État calcule : soit la valeur des terres est supérieure à ce qu'on va investir pour les remettre en état, soit elle est inférieure et, à ce moment-là, on donne un peu d'argent aux gens pour les dédommager. C'est le cas en Meuse. Comme les gens ne reviennent pas – le département de la Meuse n'a jamais regagné sa population d'avant la Première Guerre mondiale –, c'était une aubaine d'aller y déverser ces déchets. Et, aujourd'hui, où est-ce que l'État français veut mettre ses déchets nucléaires les plus dangereux ? Dans ce même département [*également lieu d'origine de la militante Angélique Huguin, voir p. 28, ndlr*] ! Aujourd'hui, tout se passe en même temps : la résurgence des pollutions liées à 14-18 en Meuse et la lutte contre le projet d'enfouissement nucléaire dans le sud du département, à Bure. C'est au travers de cette problématique-là que je suis tombée dans la potion... pas magique. »



*« C'est fou de se dire qu'on trouve  
de l'argent en temps de guerre qu'on n'arrive  
pas à trouver en temps de paix.  
On trouve de l'argent pour détruire  
mais pas pour construire. »*

**Patricia Patfoort :** « Et ce genre de chose s'est passé partout. En Afghanistan ou au Sénégal, où j'ai travaillé, les gens déminaient juste leur petit champ, mais ne pouvaient même pas aller à la toilette dans le bois à côté parce qu'il y avait le risque qu'une mine saute... »

**I.L. :** « L'avantage de pouvoir parler de ce qui se passe ici, c'est de ranimer la mémoire des gens, rendre sensible ce qui paraît éloigné. Cela permet de visibiliser la question nucléaire. Et surtout de montrer comment elle est invisibilisée : on fait en sorte qu'elle nous échappe. Les gens qui vivent en Meuse, qui ont grandi là ou dans n'importe quelle région du front – comme en Flandre occidentale – où l'on trouve encore des obus au bord des routes, ils ne les voient plus. Ils ont l'habitude, ça fait partie de leur monde. De la même manière, quand on vit à côté d'une usine extrêmement polluante, on vit avec, on ne la voit plus. Avec le nucléaire, on n'arrive pas facilement à voir, percevoir, rendre matériel ce qu'il fait comme mal, déjà aujourd'hui. »

**P.P. :** « C'est moins visible qu'un obus qui explose... Mais à chaque fois, on a été terrifié. Il y a eu Tchernobyl, Fukushima... Mais aussi Hiroshima, Nagasaki. On met ça loin. On ne se rend pas compte que ce danger est concret... »

*Et toi, Patricia, par quel chemin es-tu arrivée à la militance antinucléaire ?*

**P.P. :** « Je n'ai pas été élevée de façon consciente politiquement. Mais quand j'étais étudiante, dans les années 1968, 1969, il y avait des grandes manif. Je suis rentrée là-dedans. Ce qui était très important, ces années-là, c'était regarder d'une façon plus critique la société dans laquelle on vivait. Mais moi, je ne voulais pas en rester à la critique, mais penser "alternatives". J'ai besoin de voir les choses d'une façon positive – sans être aveugle. Le végétarisme commençait, l'agriculture biologique, un tas de trucs, et surtout la non-violence. Mon mari et moi, on pensait à avoir des enfants. L'éducation et les rapports adultes/enfants ne me plaisaient pas du tout. Le but n'était pas de remplacer l'éducation autoritaire par une éducation "libre", mais vraiment d'amener la non-violence dans

l'éducation, vers un positionnement conscient de ce que l'on veut ou ne veut pas faire. On pense qu'avec ce système les enfants vont faire n'importe quoi, mais pas du tout... Je suis anthropologue, j'ai commencé une étude sur l'éducation non-violente, mais quand j'ai cherché des groupes actifs sur le sujet, en Belgique, en Hollande, aux États-Unis, chaque fois, l'éducation, on ne s'en occupait pas. Mais j'ai trouvé ces préoccupations dans les manif contre les missiles, dans lesquelles il y avait un tas d'organisations. Dans le camp de femmes pour la paix de Greenham Common, en Angleterre, bien sûr [entre 1981 et 2000, *campement de femmes protestant pacifiquement contre l'installation de missiles nucléaires américains sur une base de la Royal Air Force, voir axelle n° 243, ndlr*], mais aussi, en Hollande, à Soesterberg [en 1984, *des milliers de manifestant-es ont encerclé la base aérienne de Soesterberg pour protester contre la présence d'armes nucléaires, ndlr*]. J'avais des contacts de tous les côtés : avec L'Université de Paix, en Wallonie ; à Amsterdam et à Amersfoort, dans les centres pour la non-violence ; chez les Quakers, aux États-Unis. J'ai mis tout ça ensemble. Pour moi, l'éducation reste encore toujours la base : c'est à cause de ça qu'un être humain va se comporter, va penser d'une certaine façon. Mais à côté de ça, tout se tient. Un terme central, c'est "domination". Que ce soit dans l'éducation, dans les relations Nord-Sud... Il faut travailler à ça. »

*Il existe une continuité entre antimilitarisme et luttes antinucléaires. Quel lien entretiennent énergie nucléaire et guerre ?*

**I.L. :** « Historiquement, ce lien existe. L'énergie nucléaire civile est issue de recherches qui ont été favorisées par la guerre. À l'origine, le cycle de production des armes nucléaires nécessitait tout un travail autour de l'uranium, notamment, justifié par le fait que l'on produise de l'électricité : ça a été l'argument pour se lancer dans cette industrie qui, au départ, était très coûteuse [voir p. 25, *ndlr*]. Aujourd'hui, c'est un peu différent. Néanmoins, ces liens continuent à exister de façon très opaque. Pour tout ce qui entoure le nucléaire, civil ou militaire, ça reste très compliqué d'y

voir clair. On n'a pas toutes les informations. Ce n'est pas juste une accusation en l'air : les travaux de la professeure Gabrielle Hecht, de l'Université de Stanford, ont montré que dans l'histoire du nucléaire, civil et militaire, il y a une culture du secret. Ce qui est logique, en même temps, puisque c'est une matière extrêmement dangereuse. Si on diffuse l'information, entre quelles mains va-t-elle tomber ? »

### *Ce qui pose un problème au point de vue démocratique ?*

**I.L. :** « Le fait que cette énergie soit dangereuse rend toute information autour d'elle opaque et rend l'exercice de la démocratie difficile. Et bien souvent, les grandes avancées nucléaires ont été favorisées par les guerres. La guerre est souvent un argument qui permet de lever de l'argent. Quand on repense à Pierre et Marie Curie, ils n'avaient pas du tout l'idée qu'on pouvait exploiter leur découverte, la radioactivité, pour fabriquer des armes. Ils y voyaient des tas de possibilités plutôt positives. Quand Pierre Curie a entrevu cette possibilité-là, il a averti qu'il ne souhaitait pas que cela parte dans cette direction. Le problème, c'est que chaque fois qu'il y a une guerre, là où les chercheurs peinaient à trouver de l'argent, tout d'un coup, on va en trouver pour favoriser des applications liées à la guerre. C'est fou de se dire qu'on trouve de l'argent en temps de guerre qu'on n'arrive pas à trouver en temps de paix. On trouve de l'argent pour détruire mais pas pour construire. »

**P.P. :** « Au début, l'aviation, ce n'était pas du tout pour aller jeter des bombes, mais peu à peu les militaires y ont vu des possibilités. Mais au début, tout le monde se sentait libéré de pouvoir voler comme des oiseaux... »

*Que vous inspire cette mesure, prise début juillet par le Parlement européen : inclure dans le label vert européen des activités liées au nucléaire et au gaz fossile ? Autrement dit, le nucléaire et le gaz sont désormais reconnus comme nécessaires pour lutter contre le changement climatique...*

**P.P. :** « Deux mots : aberrant, et pas sérieux. On utilise ce label "vert", mais il y a plein d'autres enjeux. Et avec le nucléaire, quand on pense à tous les dangers à long terme... C'est tout à fait aberrant qu'on appelle le nucléaire une énergie "verte" et qu'on ne parle plus de tout le reste. »

**I.L. :** « Je dirais que c'est la continuité de la course qui nous conduit droit dans le mur. Avec peu de surprise pour ma part, parce que ce message que l'énergie nucléaire est une énergie "verte" a été poussé par le lobby nucléaire depuis de nombreuses années. Et a trouvé la faveur des oreilles technocratiques, parce qu'il y a une crise énergétique et une crise climatique et que l'on fait une réduction des idées pour trouver une solution toute faite. Mais ce n'est qu'une solution apparente, qui me fait penser à du greenwashing [orientation de l'image d'une entreprise vers un positionnement écologique alors qu'en réalité ses actions nuisent à l'environnement, ndlr]. »



### *Ce qui pose à nouveau la question du débat démocratique. Où est passé le débat sur le nucléaire ?*

**I.L. :** « D'abord, il faut voir comment il a été poussé. Depuis quelques années, l'idée est de réduire la crise dans laquelle on vit à une crise uniquement climatique et seulement liée aux émissions de CO<sub>2</sub>. Mais la crise est bien plus vaste. Et la solution ne réside pas uniquement dans le fait d'utiliser des énergies "décarbonées" [réduites en émissions de carbone, ndlr]. Le nucléaire, même s'il n'émet que peu de carbone, en émet. Quand on prend l'ensemble du cycle nucléaire, on a des émissions de carbone tout au long du cycle – depuis l'extraction, le transport, le raffinement –, qui ne sont certes pas aussi élevées que pour d'autres types d'énergies, mais il faut leur rajouter d'autres coûts que l'on ne peut pas ignorer aujourd'hui [voir p. 25, ndlr]. On est dans une crise qui va au-delà du CO<sub>2</sub> et du carbone : la crise du vivant, la crise de la justice sociale. Il faut une vision globale des enjeux. »

### *Cette vision transversale, nécessaire, n'est-elle pas parfois écrasante ?*

**P.P. :** « C'est souvent le problème. Ça a l'air tellement complexe ! Avec la guerre en Ukraine, je rencontre des gens qui disent : "Je ne regarde plus les nouvelles, j'éteins la télé." Parce que ça devient trop pour beaucoup de gens. J'ai l'impression que ça fait longtemps qu'on ne parle plus du nucléaire. Et qu'on ne parle plus des déchets. Alors que pour les déchets, on parle de centaines de milliers d'années ! C'est très difficile à imaginer. »

### *Comment en est-on arrivé à l'abandon de ces questions cruciales pour aujourd'hui et pour l'avenir, de sécurité et de santé ?*

**I.L. :** « Bien souvent, les antinucléaires sont taxés de se battre par "peur" et de manière quasi "religieuse". Mais en fait, il y a, à l'inverse, un dogme pronucléaire basé sur l'idée d'une consommation sans limites... dans un monde où les ressources sont pourtant limitées. Ça, c'est un vrai dogme : le dogme capitaliste. La première chose à faire, c'est de consommer moins, de tout, et pas uniquement moins d'électricité. C'est la seule chose dont on ne nous parle pas. On n'aborde pas le sujet de changer radicalement, non seulement notre manière de consommer, mais d'être au monde, et d'être ensemble. » ●

# Cornelia Hesse-Honegger,

## peintre des radiations dans le vivant minuscule

« Mais qui s'intéresse aux punaises des plantes ? Elles ne sont presque rien », confie « l'artiste scientifique » suisse Cornelia Hesse-Honegger à Hugh Raffles, auteur d'un merveilleux petit récit, *Créatures de Tchernobyl*.

*L'art de Cornelia Hesse-Honegger.* Elle a consacré sa vie à documenter et peindre les conséquences des radiations sur les insectes vivant à proximité des centrales nucléaires.

SABINE PANET



Cette punaise nébuleuse (*Rhaphigaster nebulosa*) provenant des environs de la centrale nucléaire suisse de Leibstadt, trouvée à la frontière allemande à Küssaberg, a une cloque et une excroissance noire sur le côté gauche du thorax. (1991)

Nous sommes en 1997, dans l'État de Washington, aux États-Unis. Cornelia Hesse-Honegger mène une étude à proximité du réacteur de Hanford. Ce site historique a vu pousser pendant la Seconde Guerre mondiale le complexe militaro-industriel ultrasecret ayant donné naissance aux premières bombes nucléaires, le « projet Manhattan ». La zone, désertique, est bordée par le fleuve Columbia où les populations natives avaient l'habitude de pêcher le saumon ; aujourd'hui les poissons meurent en masse, victimes de la surchauffe des eaux.

De vastes réserves naturelles, censées protéger l'écosystème fragile, entourent le site, l'un des plus pollués du pays. Depuis la déclassification d'une partie des archives dans les années 1970, on a en effet appris – la surprise était relative – que les activités menées à Hanford avaient laissé échapper de grandes quantités de gaz et de matières radioactives dans l'air, dans les sols et dans le fleuve. C'est là que se rend, cette année-là, « l'artiste scientifique ».

Elle ne se penche pas que sur les insectes. Elle est aussi très attentive aux humains comme Donna, femme de ménage dans l'hôtel où elle loge. Donna et plusieurs membres de sa famille, y compris des

animaux domestiques, souffrent de symptômes que Donna attribue aux émanations radioactives. Mais, écrit Cornelia Hesse-Honegger dans son journal de bord, « *son mari, ses voisins, et même son fils de 22 ans disent qu'elle est tarée. Elle était toute contente de tomber sur moi et d'avoir enfin une personne qui l'écoutait et la comprenait. Je n'oublierai jamais Donna. Pour moi, elle représente tous ces gens qui souffrent non seulement de la radioactivité mais aussi de la brutalité des experts qui prétendent que ces problèmes de santé sont imaginaires ou sont dus à des carences alimentaires. Ce que ces gens ressentent est complètement nié, comment peuvent-ils continuer à faire confiance à leurs sens quand des experts leur disent qu'ils sont fous ?* »

### Voir chaque vie

Fin des années 1960, début des années 1970, Cornelia Hesse-Honegger travaille comme illustratrice scientifique à l'Institut de zoologie suisse. Elle dessine les mutations induites par une exposition à de la radioactivité sur des mouches, altérées, monstrueuses. Pendant son temps libre, elle peint ces insectes déformés à sa façon, loin du naturalisme qu'elle déteste, explique-t-elle à Raffles, parce qu'il invite à voir non pas ce qui est dessiné, mais la technique et la vision de l'artiste.



Cette punaise arlequine (*Murgantia histrionica*) a été collectée près de la centrale nucléaire de Three Mile Island (États-Unis). Le bouclier est plié et la forme jaune est asymétrique. (1992)



Mécoptère (Mecoptera, Panorpididae) de Reuenthal, canton d'Argovie en Suisse, près de la centrale nucléaire de Leibstadt. Les deux ailes du côté droit sont déformées, et l'abdomen est gonflé et déformé.

Passionnée par les punaises des plantes, exceptionnels indicateurs biologiques (« *Elles ont une manière de sentir certaines situations que je trouve absolument étonnante* », s'enthousiasme-t-elle), elle acquiert un immense savoir sur les habitudes de ces insectes, leurs cachettes, leur caractère; la peinture des spécimens qu'elle capture en fait une experte de leur forme, de leur diversité. « *Peindre est une manière d'apprendre à connaître un sujet sous toutes ses facettes, de le percevoir dans toute sa richesse biologique, phénoménologique, politique* », écrit Raffles. Une façon de voir... ou de sortir de l'aveuglement.

Années 1980. Cornelia Hesse-Honegger quitte son mari – qui n'avait pas mis une seule fois les pieds dans l'atelier de sa femme –, s'installe à Zurich avec ses deux enfants. Et puis la catastrophe de Tchernobyl étend son ombre sur l'Europe. L'année suivante, en juillet 1987, elle part en Suède, missionnée pour collecter des insectes et étudier les éventuelles conséquences des retombées radioactives, très importantes dans la zone d'Österfärnebo. Elle publie à son retour, en janvier 1988, un premier article qui fera la une du supplément hebdomadaire du *Tages-Anzeiger*, le principal journal suisse: « Quand les mouches et les punaises ne sont pas comme elles devraient être »; sa vie vient de bifurquer à jamais.

Depuis 17 ans, elle peignait des punaises des plantes. Mais celles qu'elle a observées en Suède sont un monde nouveau, terrible. Elle se souvient, dans son livre *Heteroptera* (2001), citée par Raffles: « *Même si j'étais en théorie convaincue que la radioactivité affecte la nature, je n'avais aucune idée de ce que cela donnerait, en pratique. Quand ces pauvres créatures se retrouvèrent sous mon microscope, j'eus un choc. C'était comme si quelqu'un avait levé le rideau: je découvrais chaque jour de nouvelles plantes et de nouvelles punaises difformes. Parfois j'avais même du mal à me souvenir de l'allure normale de la plante que j'observais. Pleine de confusion, je m'inquiétais pour ma santé mentale.* » Comme Donna.

### Une vision solitaire

L'article lui vaut de sévères critiques: sur quelle base scientifique attribue-t-elle les difformités aux radiations? Elle se rend alors aux alentours de centrales suisses, réputées ne pas laisser filtrer de radioactivité, sans idée préconçue sur ce qu'elle va trouver. Et elle dénêche... des punaises altérées. Deuxième article, controverse plus intense encore. Piquée au vif, elle se voue à l'étude des insectes vivant près des centrales nucléaires européennes et nord-américaines. Malgré son indépendance – sa solitude – face à des institutions

qui brandissent leur légitimité et aspirent les fonds de recherche, elle noue des liens avec d'autres scientifiques. Comme une équipe étudiant la récurrence de leucémies chez les habitant-es du cap de La Hague, en France (voir p. 24). Près de 20 % des insectes qu'elle y étudie présentent une malformation...

Son travail est une confluence: entre humain-es et animaux, immenses et minuscules, art et science, précision et sensibilité, universel et singulier. Entre une femme « fatiguée de tuer des insectes », et dévorée par l'urgence de son travail. Une œuvre irradiante. ●



**Hugh Raffles**  
Wildproject 2022  
96 p., 12 eur.



# Contre les bombes, chœur de réflexions féministes

Quels outils le féminisme nous donne-t-il pour penser/agir en ces temps troublés ? Se plonger dans les analyses de penseuses éclaire les rapports entre guerre et patriarcat. À une société atomisée, ces recherches opposent pacifisme, antimilitarisme, écologie et prise en compte des femmes et des minorités. Trois raisonnements, trois époques : Virginia Woolf, Andrée Michel et Naomi Klein, comme des phares, dialoguent entre elles et avec nous, dans l'obscurité qui nous étreint.

VÉRONIQUE LAURENT (TEXTE) ET AURÉLIE WILMET (ILLUSTRATION)

## Le nerf de la guerre : Virginia Woolf

« Comment empêcher la guerre ? » Essentielle et vaste question. Dans cet impressionnant petit roman, *Trois guinées* (publié en 1938 et traduit en français seulement en 1976), l'écrivaine britannique Virginia Woolf répond à la lettre d'un avocat. Cet « homme éduqué » demande à Woolf une participation de « trois guinées » – monnaie d'alors – pour arrêter la guerre et soutenir la liberté intellectuelle. La guerre civile ravage alors l'Espagne depuis le coup d'État du général Franco en 1936 ; un neveu de Virginia Woolf y perd la vie. Et la Seconde Guerre mondiale ne va pas tarder à déferler. L'autrice ne prend pourtant pas position mais répond à l'homme éduqué en « fille d'homme cultivé », remarquant d'emblée que le combat contre le fascisme ne se mène pas uniquement sur le champ de bataille espagnol. Woolf s'attache ensuite à élargir le tableau, mettant en évidence les liens entre violences de la guerre et violences patriarcales.

*Trois guinées* s'inscrit totalement dans le prolongement de la réflexion entamée avec *Une chambre à soi*, creusant sa matière politique. « Elles [les féministes du début du 20<sup>e</sup> siècle, ndlr] luttent contre

la tyrannie du patriarcat, comme vous luttez contre la tyrannie fasciste, répond-elle à l'avocat. *L'univers de la vie privée et celui de la vie publique sont inséparablement liés. [...] Les tyrannies et les servilités de l'un sont aussi les tyrannies et les servilités de l'autre.* »

De par l'éducation sexuée différenciée entre femmes et hommes, Woolf constate que « même si nous voyons les mêmes choses, nous les comprenons différemment ». Elle tente pourtant, par l'examen de photographies des horreurs causées par la guerre, de trouver une possibilité de regard commun : les maisons éventrées gommant la séparation entre espaces intime et public ; les corps méconnaissables effacent la différence entre les sexes. Mais l'écrivaine vient ensuite soumettre une nouvelle série d'images, qui bouscule ce consensus : des photos de groupes d'hommes en uniforme, militaires, juges, archevêques, etc., affichant les normes des hiérarchies sociales genrées. Exclues, les femmes en sont les spectatrices ; elles regardent, du seuil de leur maison, le défilé des hommes. Les différents systèmes d'honneur représentés s'apparentent aux hiérarchies guerrières, soulignant le rapport des hommes au

pouvoir, à la force, aux armes. Instituant les valeurs dominantes – compétition, appropriation, exclusion – en fatalité.

Ces images d'hommes « en série » donnent un sens nouveau aux images de destruction ; l'horreur doit être interrogée. Afin d'en dégager une position politique, permettant ensuite de déployer des moyens d'action. La guerre est une affaire d'hommes ; en conséquence, tout pacifisme doit d'abord être un féminisme. Virginia Woolf explique alors qu'elle consacre sa première guinée à un fonds d'éducation pour les femmes. Une éducation qu'il faut radicalement repenser (rejeter titres et compétition, rapports de pouvoir et hiérarchies), encourage-t-elle, et non inclure les femmes dans les institutions des hommes.

## Dissidence

Sa deuxième guinée ? Destinée à un fonds facilitant l'accès des femmes au travail. Disposer de suffisamment d'argent : le nerf de la guerre des femmes. Non pas pour capitaliser mais parce que l'autonomie financière est la condition première d'une vie et d'une pensée autonomes, dans un monde dominé concrètement et symboliquement par les hommes.





Cette construction sociale genrée reléguant les femmes leur donne aussi, et c'est la bonne nouvelle, la capacité d'élaborer de nouvelles perspectives : c'est la puissance des outsiders ! *Trois guinéennes* appelle à la dissidence, à la désobéissance civile, à renverser ce vieux monde, et à ce que le mot « femme » rayonne ! Sa troisième

guinéenne, Virginia Woolf la tend à l'avocat, sans contrepartie, au nom d'une humanité commune : cette silhouette sur la photo, ce corps non identifié victime de la guerre, pourrait être la nôtre. Montée du fascisme, guerre en Europe, détention du pouvoir par les hommes..., le texte de Virginia Woolf résonne de

multiples façons. S'il ne sert pas de solution toute cuite, il encourage à nous battre avec nos propres armes pour faire advenir, au quotidien, une société de justice sociale. À prendre position, tout en continuant à nous interroger. À affiner notre compréhension des enjeux. Un cheminement nécessaire pour aborder la complexité d'aujourd'hui.

# La guerre est une affaire d'hommes ; en conséquence, tout pacifisme doit d'abord être un féminisme.

**De la famille au nucléaire :**

**Andrée Michel**

Bond dans le 20<sup>e</sup> siècle, voici les années 1990. Le nucléaire, civil et militaire, a connu son apogée et la course à l'armement amorce une courbe rentrante. Des accidents dans des centrales ont galvanisé les inquiétudes ; l'activisme antinucléaire s'est organisé depuis les années 1970. La sociologue féministe française, Andrée Michel, d'abord spécialisée dans l'étude de la famille, creuse les rapports entre militarisation et violences contre les femmes. Première chercheuse en sciences humaines à faire partie du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), Andrée Michel est proche de sa fondatrice, la physicienne nucléaire Monique Sené. Fondé en 1975, le GSIEN, par ailleurs souvent mentionné par Xavière Gauthier (voir p. 24), existe toujours<sup>1</sup>. Andrée Michel participe à populariser en francophonie l'expression pionnière venant des États-Unis : « complexe militaro-industriel » ou CMI.

En 1995 paraît son essai *Surarmement, pouvoirs, démocratie*. Sous ce titre percutant, Andrée Michel commence par comparer l'évolution de l'industrie de l'armement militaire aux États-Unis à celle de la France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, afin d'en dégager ce qui fait système. La doctrine américaine du surarmement a nourri la guerre froide ; la course à l'armement a permis aux grands industriels, liés au monde politique, de s'enrichir aux dépens de l'industrie civile. La chercheuse qualifie de « politique classiste » ce surarmement, entraînant davantage de pauvreté. Andrée Michel analyse en effet la dégradation du marché de l'emploi à l'aune de la prédominance du CMI dont les femmes, déjà, ont été les premières victimes invisibles : la croissance des industries militaires favorise implicitement l'emploi masculin. De plus, démontre-t-elle, la recherche militaire se voit favorisée au détriment de la recherche civile. Le CMI siphonne les crédits publics et les profils qualifiés, et les profits générés alimentent la spéculation financière. En résumé : l'intense commerce des armes,

encouragé par les banques commerciales, et dont l'État se porte garant des ventes, a favorisé le passage du capitalisme industriel au « capitalisme financier » (qui crée des profits détachés de toute création de richesses matérielles). Et instauré une politique de concentration du pouvoir technologique (armement et informatique) et économique. La frontière entre intérêt public et intérêt privé s'est estompée, effacement encore davantage prégnant lorsqu'il s'agit de nucléaire.

## Problème de démocratie

Les décisions concernant le déploiement d'infrastructures nucléaires sont quasiment toujours prises sans débat démocratique (voir aussi p. 25). Exemple parmi d'autres : dans les années 1980, c'est par la presse que le Parlement français apprend les recherches en cours sur la bombe à neutrons et les essais d'explosion de cette arme sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie française. La chercheuse conclut que le pouvoir du CMI est colonial et bafoue la séparation des pouvoirs : l'exécutif (le gouvernement) décide seul, sans passer par le débat parlementaire.

Plus largement, pour Andrée Michel, quel que soit le degré de militarisation des sociétés contemporaines, c'est la culture patriarcale de guerre, imposée par des sociétés dominantes, qui inspire la hiérarchisation : des « races », des qualifications, des grades, des salaires. Cette hiérarchie oppose production de « biens matériels » aux services aux personnes. Elle cite la chercheuse (très peu connue) Lilli Horvat et son article « Féminisme et culture de paix » paru dans la revue suisse *Nouvelles questions féministes* : « *Le prestige de chaque fonction sociale est inversement proportionnel à son importance pour la vie*

*et directement proportionnel à son pouvoir de destruction. Le pouvoir, c'est le pouvoir de détruire.* »

Ce prisme oriente le monde dans lequel nous vivons à tellement d'égards. Comme l'idée que les découvertes militaires finiraient par aider la société civile. Ou encore que la technologie serait nécessairement synonyme de progrès...

Technologie et industrie restent intrinsèquement liées à une organisation sociale antidémocratique. Le surarmement avance main dans la main avec la dégradation de l'environnement, effet boomerang des guerres, qui servent en fait à l'accaparement des ressources, et dont les premières-ères perdant-es humain-es sont toujours les civil-es, à commencer par les plus pauvres. Sans parler des effets « bombe à retardement » sur la santé, physique et environnementale, ou sur l'économie.

## Contrôle de l'information

Une autre dimension structurelle du CMI mise en évidence par Andrée Michel : le contrôle de l'information. En 1988 paraît le livre choquant *Sans danger immédiat ? L'avenir de l'humanité sur une planète radioactive*, de l'Américaine Rosalie Bertell (1929-2012). Le lobby de l'armement comprend alors l'importance de contrôler le discours médiatique sur le nucléaire. Peu à peu, la place pour une confrontation avec d'autres systèmes d'idées se réduit. Andrée Michel éclaire également des angles morts de la construction de notre autocentrisme occidental, soulignant ce fait peu connu : les agences de presse occidentales (par exemple Belga en Belgique, l'AFP en France) n'ont aucune indépendance par rapport aux impératifs politiques et économiques des États ou des



**Virginia Woolf**  
Rivages Poche 2020  
368 p., 9,10 eur.



**Andrée Michel**  
L'Harmattan 1985  
390 p., 30,50 eur.



**Naomi Klein**  
Babel 2010  
848 p., 14,20 eur.

multinationales des pays où elles sont implantées. Marchandisation, désinformation et occidentalisation de l'information : ces tendances n'ont fait que croître. Le tableau dressé n'est pas réjouissant ; il a le mérite d'être clair. Comme Virginia Woolf, Andrée Michel constate la montée de l'exclusion de l'autre, la fascination de la société. Elle encourage à sortir d'une attitude citoyenne passive qui légitime la violence comme solution des conflits. Bien sûr, la guerre froide a pris fin en 1989 et des traités de non-prolifération d'armes ont été signés ; le consensus sur la menace nucléaire comme pouvoir de dissuasion et gage de sécurité perdure pourtant. L'ONU a continué, avec ses moyens imparfaits, à jouer son rôle. Mais Trump a refusé en 2019 de signer la prolongation d'un traité de non-prolifération qui bannissait les missiles ayant une portée comprise entre 500 et 5.500 kilomètres. Quant à la Russie, elle brandit la menace de l'arme nucléaire pour continuer à mener une guerre « traditionnelle » ; ce pays se réserve par ailleurs le droit d'utiliser désormais, et pas uniquement pour se défendre, de « petites » armes nucléaires.

L'analyse d'Andrée Michel a le rare mérite d'inclure l'apothéose patriarcale qu'est « la politique de la bombe » et ses conséquences dans toutes les strates de la société. Intersectionnelle avant l'heure, universaliste, antimilitariste, Andrée Michel développe une vision grand angle, internationale, citant beaucoup d'expert-es, souvent des femmes du monde entier, qui ont participé, d'une façon ou d'une autre, à la lutte contre le complexe militaro-industriel.

### **Tourner le dos à ce vieux monde toxique : Naomi Klein**

L'essayiste canadienne Naomi Klein, grande défenseuse du climat, des droits des femmes et des minorités, a peut-être lu Andrée Michel, qui sait. La Française poussait l'analyse jusqu'à établir que l'OTAN, fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour « assurer la paix », assurait aussi une base économique de libre circulation des biens. Andrée Michel démontait déjà le discours moralisant du « Bien contre le Mal » utilisé au temps de la guerre froide et recyclé au moment des guerres en Irak, puis après les attaques du 11 septembre 2001, etc., pour justifier des guerres néocoloniales. *La Stratégie du choc* de Naomi Klein, paru en 2007, étudie le CMI américain, démontrant l'opportunisme de l'impérialisme américain quand une crise se présente – qu'il n'hésite parfois pas à provoquer. À l'époque, il semblait encore unimaginable que ces chocs en série touchent l'Europe... L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, alors que la pandémie du Covid-19 et ses conséquences (crises sanitaire, économique, et donc sociale) se font toujours sentir, a mis en évidence de nouvelles crises. Choc pour l'Europe, surprise par la fragilité de l'état de paix et le retour de la menace nucléaire. Et dont la population doit essuyer des conséquences d'ordre économique. Dressant le constat des enchevêtrements entre guerre militaire, guerre énergétique, guerre économique, destruction de la planète et guerres sociales néocoloniales, racistes et sexistes, Naomi Klein publie, en mars dernier, une lettre ouverte dans *The Intercept*, un média

américain engagé, traduite sur le site de ZinTV<sup>2</sup>. Elle rappelle le lien entre enjeux de paix et de climat. Et invite à délaisser la « *nostalgie toxique* » d'un vieux monde obsédé par le passé, comme le constatait déjà Virginia Woolf, et par une mentalité « extractiviste » (qui accapare les ressources sans se préoccuper des conséquences), au moyen d'une hiérarchie rigide imposée par des hommes blancs et chrétiens. La guerre en Ukraine sert à « justifier » la relance de tous les projets les plus destructeurs, armement, énergies fossiles, nucléaire, etc., qui n'aideront ni à travailler à la paix, ni à combattre le réchauffement climatique, et encore moins à établir une meilleure justice sociale. Klein décortique « le jeu d'échecs » (littéralement) géopolitique mondial, complexe, terrifiant, mais également, et ce peut être une bonne nouvelle, hautement malléable puisque des décisions inenvisageables auparavant sont soudain prises. Rien n'est perdu : avant le conflit en Ukraine, « *le mouvement pour la justice climatique a gagné tous les arguments en faveur d'une action transformationnelle. Ce que nous risquons de perdre, dans le brouillard de la guerre, c'est notre sang-froid.* » ●

1. <https://gazettenucleaire.org/gsien.html>

2. « Nostalgie toxique, de Poutine à Trump en passant par les convois de camionneurs », <https://zintv.org>, 5 mars 2022.

# Liaisons atomiques

Manifeste, harangue, mais aussi fantastique ode à la vie, *La Hague, ma terre violente* naît en 1979 d'une révolte de Xavière Gauthier contre l'installation sur sa terre natale, à l'extrême ouest de la Normandie, d'une usine de retraitement de déchets atomiques. Ce texte brûlant est aujourd'hui réédité.

VÉRONIQUE LAURENT

C harnel, intime et collectif, *La Hague, ma terre violente* rend les ressentis d'une enfant éprise de mer, d'une jeune femme fuyant le modèle familial, de son retour à la mer/mère («... savoir enfin cela [...]; qu'à s'amputer de son épaisseur féminine, elle ne marchait que sur ordre des autres et crevait comme un poisson hors de l'eau»), à la découverte des ravages de l'usine de retraitement de déchets nucléaires. Qui n'en retire en fait que 3% : le plutonium, destiné aux sous-marins nucléaires. Le reste ? Stocké sur place pour 24.000 ans. Xavière Gauthier met en opposition l'expérience de la maternité et des cycles naturels avec l'industrie nucléaire, bras armé du patriarcat et du colonialisme s'appropriant femmes et nature. La pollution de l'énergie atomique détruit la fertilité des terres et des chairs, et déploie ses menaces sur l'environnement, la santé, et la sécurité, bien au-delà de la péninsule du Cotentin.

## Puissance d'alerte

Ce « texte-mère » paraît d'abord dans la revue *Sorcières*. Les femmes vivent à une période qui signe pour le féminisme les débuts de l'écologie politique et anti-

nucléaire. L'éditrice Isabelle Cambourakis en réactive la puissance d'alerte. Cette nouvelle édition, appelée *Retour à La Hague. Féminisme et nucléaire*, s'augmente d'un avant-propos : un échange de mails entre l'éditrice, Xavière Gauthier et Sophie Houdart, anthropologue documentant depuis une dizaine d'années les conséquences de la catastrophe de Fukushima. Et, en postface, d'une lettre de l'autrice à Greta Thunberg.<sup>1</sup>

C'est parce que Xavière Gauthier, femme, met au monde et plonge au cœur battant de l'amour de la nature, de la vie, des êtres, d'une écriture créatrice, organique, sensuelle, que la machine de mort nucléaire apparaît dans toute son horreur lorsque s'intercalent la langue factuelle des communiqués de lanceurs/euses d'alerte, des documents officiels, des récits d'affrontements avec les forces de l'ordre... Ces incises accolées à l'exultation de la vie imposent la nécessité de réagir, et le procédé de juxtaposition, en boucle, nous revitalise, nous éclaire atrocement, nous revitalise, nous éclaire... ●

1. « Chère Greta Thunberg. À propos du nucléaire », sur [www.terrestres.org](http://www.terrestres.org), 4 avril 2022.



Éditions  
Cambourakis 2022  
232 p., 20 eur.

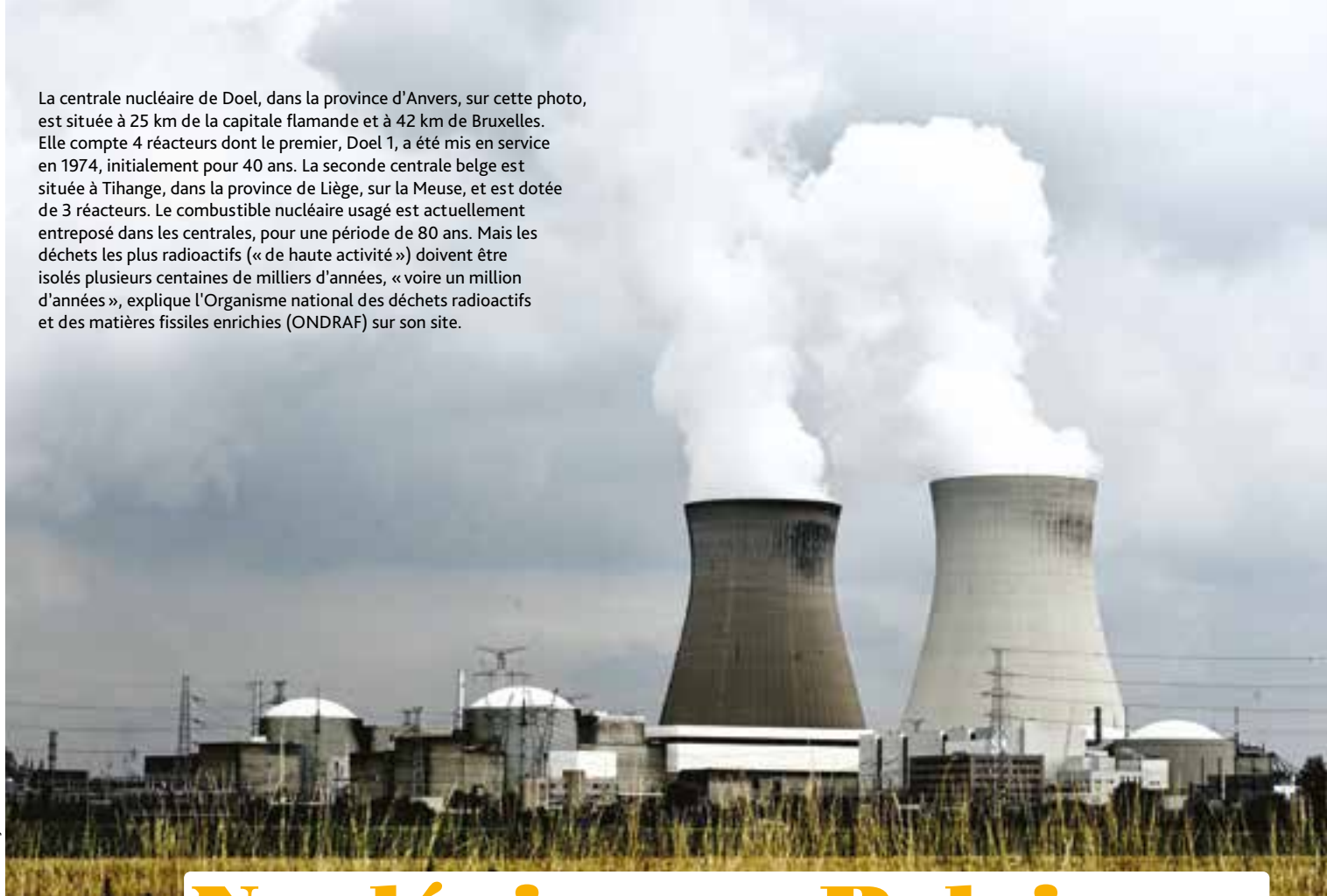
## POUR ALLER PLUS LOIN

La journaliste Nolwenn Weiler (qui signe une enquête dans ce numéro d'*axelle*) a produit pour les médias *basta!* et Radio Parleur une série de 4 **podcasts** sur la machine nucléaire française. Depuis le cœur des centrales, parole est donnée aux travailleurs/euses, préoccupés par leurs « machines » qui vieillissent et la sous-traitance qui chasse l'expertise de la génération précédente. « *Surchauffe au cœur de la machine nucléaire* », à écouter sur <https://basta.media>

**EXTRAIT** « *Derrière les barbelés, le silence d'une usine propre. Ni bruit, ni fureur. Ni saleté. De la tragédie, du danger terrible comme les peuples n'en ont encore jamais connu, de la mort : rien ne se voit. Elle ne vit d'abord que ce qui se voit : l'envahissement, la défiguration de sa terre.* »



La centrale nucléaire de Doel, dans la province d'Anvers, sur cette photo, est située à 25 km de la capitale flamande et à 42 km de Bruxelles. Elle compte 4 réacteurs dont le premier, Doel 1, a été mis en service en 1974, initialement pour 40 ans. La seconde centrale belge est située à Tihange, dans la province de Liège, sur la Meuse, et est dotée de 3 réacteurs. Le combustible nucléaire usagé est actuellement entreposé dans les centrales, pour une période de 80 ans. Mais les déchets les plus radioactifs (« de haute activité ») doivent être isolés plusieurs centaines de milliers d'années, « voire un million d'années », explique l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF) sur son site.



CC Roel Wijnants

# Nucléaire en Belgique, gros sous et microfissures

Notre pays devait sortir du nucléaire en 2025. Ou peut-être en 2035. Entre les batailles politiques et la guerre qui fait rage sur le continent européen, la retraite de nos vieilles centrales s'éloigne de plus en plus. Mais elles ne sont plus entretenues et coûtent très cher, de la production d'énergie à l'impossible gestion des déchets. En Belgique, le glas de l'atome sonnera-t-il un jour ?

Tentative de réponse avec Lucie Dendooven, journaliste science et santé à la RTBF, et Jan Vande Putte, spécialiste du nucléaire chez Greenpeace Belgique.

MAÏTÉ WARLAND

**S**avez-vous que c'est en Belgique qu'a été créé le premier réacteur nucléaire civil européen ? Mais que 78,1% de l'énergie consommée chez nous en 2020 provient de l'étranger<sup>1</sup> ? Notre pays est dépendant : un risque accru de problèmes lors de crises mondiales – sanitaires, énergétiques ou géopolitiques.

## Deux camps

Après la Seconde Guerre mondiale, les Belges réalisent la puissance de l'atome et envisagent directement son utilisation civile. Lucie Dendooven raconte : « La première bombe atomique, le "projet Manhattan", a été construite à partir de l'uranium du Katanga, au Congo. Les Belges avaient accepté de donner ce minerai aux

Américains en échange d'un savoir nucléaire. Nous avons été les premiers à construire un réacteur nucléaire civil, mis en service en 1962. C'était un prototype de réacteur à eau pressurisée, le même modèle que l'on trouve partout en Europe aujourd'hui. À l'époque, la Belgique était à la pointe du nucléaire civil. » Dans les années 1960 et 70, les centrales fleurissent partout en Europe. Mais des

# « Ce que beaucoup redoutent, c'est qu'Engie se débarrasse du nucléaire belge et que le fonds pour démanteler et dépolluer ne soit pas suffisamment alimenté. »

événements tragiques changent la donne. À commencer par la catastrophe de Tchernobyl, continue Lucie Dendooven. « En 1986, Tchernobyl est un cataclysme pour le secteur nucléaire européen. Plusieurs pays décident d'arrêter l'utilisation du nucléaire ou de la ralentir. En 1989, quand l'Allemagne de l'Est se rattache à l'Ouest, tous les réacteurs nucléaires russes situés sur le territoire de l'ex-RDA sont mis immédiatement à l'arrêt, considérés comme peu fiables. Quelques années après, l'Allemagne scelle sa sortie du nucléaire. Par référendum, les Italiens aussi, la Suisse... Aux Pays-Bas, une deuxième centrale devait être construite mais le gouvernement fait marche arrière. Chez nous, un 8<sup>e</sup> réacteur devait sortir de terre mais le projet est abandonné. » L'Europe se retrouve coupée en deux. Avec, « de l'autre côté, les pronucléaires, comme la Finlande, la Grande-Bretagne ou encore la France, qui a 56 réacteurs – c'est énorme. Même après Fukushima, les deux camps s'opposent encore. »

## Situation alarmante, scénarios mouvants

« En Europe, sauf exception, en France notamment, on ne construit presque plus de centrales nucléaires depuis plus de 15 ans, note Jan Vande Putte. Les réacteurs

existants vieillissent, on fait des efforts pour les prolonger, ce qui multiplie les risques d'accident et d'approvisionnement. À Tihange 2 et Doel 3, il y a tellement de fissures que ces réacteurs devraient être arrêtés depuis longtemps. Ils sont en régime spécial de réduction de température, ce qui coûte de l'argent à la société de production. » Cette société, c'est le groupe français Engie, arrivé chez nous début 2000 lors de la privatisation du secteur énergétique, à la suite d'une OPA de Suez (aujourd'hui Engie) sur Electrabel, gestionnaire des centrales. « On se retrouve avec des centrales qui ne nous appartiennent plus », conclut Lucie Dendooven.

À l'arrivée au pouvoir des écologistes en 1999, la sortie du nucléaire a été mise sur la table. En 2003, une loi est approuvée. Dans sa version originale, elle prévoyait la fermeture de trois réacteurs dès 2015. À ce jour, aucun n'a cessé de fonctionner. Il faut dire que juste après la publication de la loi, des élections voient les écolos relégués dans l'opposition. De crise politique en crise politique, une première prolongation du nucléaire est décidée. Puis une deuxième, jusque 2025. Argument : si nous sortons du nucléaire trop tôt, nous n'aurons plus d'électricité. En ce moment, une nouvelle prolongation de dix ans – jusqu'en

2035 – est en négociation entre le gouvernement et Engie. Il a déjà été décidé qu'une société sera créée pour gérer Doel 4 et Tihange 3 ; l'État et Engie se partageraient le gâteau 50/50. Bonne nouvelle pour les bénéficiaires... moins bonne pour la gestion des déchets, on y reviendra.

## L'époque des bénéficiaires

Le rachat des centrales belges fut une bonne opération pour Engie (alors Suez). Lucie Dendooven analyse : « Les centrales avaient été amorties, payées par les citoyens et citoyennes belges, l'entreprise française engrangeait donc des bénéfices faramineux. Ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est que sur votre facture d'énergie, ce que vous payez réellement pour votre consommation, c'est un tiers de la facture. Les deux tiers restants, c'est le transport, la distribution et les taxes pour la création et/ou le maintien des infrastructures qui fournissent cette énergie. Quand le gouvernement s'est rendu compte que les rentes nucléaires étaient très élevées, il a commencé à les ponctionner [via des taxes, ndlr]. Il y a eu à l'époque de grosses négociations. Juste après ces discussions, la "crise des microfissures" est arrivée, les centrales rapportaient moins, et puis il y a eu l'exigence européenne de remettre en état tout le parc nucléaire. Tout cela coûtait cher, ce n'était plus aussi rentable pour Engie. Résultat, il y a eu un désinvestissement et même une volonté de revendre les centrales, ce qui n'a pas marché. »

Jan Vande Putte précise : « Engie a vu ses bénéfices diminuer de manière significative lors de la prolongation des autres centrales nucléaires, Tihange 1, Doel 1 et 2. » Mais les bénéfices du groupe français sont encore énormes : selon le dernier rapport de la CREG, la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (1<sup>er</sup> février 2022), sur les centrales nucléaires belges, Engie réalise un bénéfice de près de 2,1 milliards en 2021. « Le gros problème d'Engie, explique Jan Vande Putte, c'est leur responsabilité pour les déchets nucléaires. On parle d'un coût de 40 milliards d'euros pour démanteler les centrales. À charge d'Engie. On a décidé de retarder l'enfouissement en profondeur des déchets nucléaires, mais cette



L'uranium, une ressource non renouvelable, est la principale matière première utilisée par l'industrie nucléaire. Les six plus gros producteurs mondiaux sont le Kazakhstan – environ 40 % de la production mondiale –, le Canada, l'Australie, la Namibie, l'Ouzbékistan et le Niger.

## ET LES TRAVAILLEUSES DU NUCLÉAIRE ?

Dans notre enquête de ce mois-ci (p. 30), Nolwenn Weiler montre que comme dans d'autres professions (personnel des services de radiologie, hôtesses de l'air), les travailleuses du nucléaire sont concernées par le risque professionnel de cancer du sein à cause des rayonnements ionisants auxquels elles sont confrontées dans le cadre de leur métier.

*prolongation retarde encore le démantèlement possible. Toutes les discussions entre le gouvernement et Engie tournent autour de cette question : combien est-ce qu'Engie va encore devoir investir dans le fonds de démantèlement ? »*

### Vache à lait tarie

Lucie Dendooven ajoute : « L'an dernier, la ministre de l'Énergie, Tinne Van der Straeten [Groen, ndlr] avait demandé qu'Engie réfléchisse aux centrales au gaz pour remplacer le nucléaire. Mais la guerre en Ukraine a éclaté et ce n'est pas le moment de se rendre dépendants du gaz russe. Qu'est-ce qu'Engie propose aujourd'hui ? Que l'État belge reprenne des billes dans les centrales. C'est le monde à l'envers ! Après avoir profité de bénéfices mirobolants tout le début des années 2000 et au lieu de faire des réserves ou d'investir dans les énergies du futur, Engie a donné beaucoup à ses actionnaires. Et aujourd'hui, ils veulent se défaire de la vache à lait tarie. La question du démantèlement est aussi importante. Ce que beaucoup redoutent, c'est qu'Engie se débarrasse du nucléaire belge et que le fonds pour démanteler et dépolluer ne soit pas suffisamment alimenté. »

Dans cette éventualité, l'actuel gouvernement a déposé une loi, validée par la commission de l'Énergie de la Chambre en juin dernier. Cette loi prévoit que la gestion des combustibles irradiés et le démantèlement seront gérés par Engie et que, si le groupe ne respecte pas cette disposition, des amendes lourdes lui seront infligées. Sauf qu'avec le dernier scénario et la création de cette société de gestion (État/Engie), il a été décidé que ce serait l'État belge qui paierait le traitement des déchets pour les dix ans

de prolongation. Le groupe Engie ne veut pas en assumer seul les risques financiers et le gouvernement, bien embêté, est obligé de trouver des compromis. Un sacré recul (et une toute nouvelle loi déjà morte ?) qui fait bondir les associations militant pour la sortie du nucléaire. « C'est le plus gros cadeau jamais fait à Engie », dénoncent Greenpeace, Inter-Environnement Wallonie et Bond Beter Leefmilieu (RTBF, 22 juillet 2022).

### Dépendance et renouvelable

La dernière analyse du SPF Économie (mai 2022) détaille : « La dépendance de la Belgique vis-à-vis des importations de combustibles fossiles pour faire face aux besoins énergétiques domestiques est très forte. En 2020, la dépendance énergétique s'élevait à 78,1 % de la consommation intérieure brute. » Selon Jan Vande Putte, le constat est clair : « Notre dépendance au nucléaire a eu un rôle très important sur le ralentissement du développement du renouvelable. Dans certains pays, il y a une volonté politique de protéger les intérêts de ceux qui gèrent le nucléaire, le gaz et le charbon. » En Belgique, des énergies renouvelables seraient donc la solution pour sortir de la dépendance. Selon Lucie Dendooven, « nous avons fait un bon travail sur l'éolien offshore mais, à part ça, on est très en retard par rapport à d'autres pays européens. Le souci, c'est aussi que le renouvelable, ce n'est pas 100 % d'électricité dans 100 % du temps. Et la Belgique n'a pas encore assez développé son renouvelable aujourd'hui pour être indépendante sur le plan énergétique. Il faut donc réfléchir à compléter cette offre. Entre la crise des énergies fossiles, le

*vieillesse des centrales nucléaires, le renouvelable qui tarde à avancer... C'est compliqué. Il va falloir jouer avec un réseau très étendu sur plusieurs pays, entre le terrestre et l'offshore. »*

### Quels sont les risques chez nous ?

Selon les deux spécialistes, les risques seraient minimes. Mais « si nous prenons l'exemple de ce qu'il s'est passé à Fukushima, explique Jan Vande Putte, il n'y avait que 170.000 personnes qui habitaient aux abords directs de la centrale, dans un rayon de 30 km. Chez nous, à Doel, c'est 1,5 million, 800.000 à Tihange. On est dans un tout autre niveau de catastrophe potentielle. Surtout en termes d'évacuation. Comment on fait ? Et avec les hôpitaux ? Au Japon, 2 ou 3 jours après la catastrophe, l'immense majorité des habitants avait été évacuée. C'est impossible chez nous. Comment voulez-vous évacuer Liège ? Aucun scénario ne tient la route pour gérer un tel problème. » Jan Vande Putte conclut : « Aujourd'hui, le monde financier ne s'intéresse pas au nucléaire, qui ne rapporte plus assez. C'est devenu un jeu purement politique, populiste et à court terme. Et, comme par le passé, on va payer ça très cher. » Pour l'instant, le plan belge prévoit donc une sortie pour 2035, mais les tensions sont vives entre Engie et le gouvernement. Reste à voir si les négociations aboutiront d'ici la fin de la législature ou si les élections de 2024 rebattront les cartes, encore une fois. ●

1. Rapport Energy Key Data, février 2022, commandé par le SPF Économie.



# Des féministes qui d



**Léna Normand**  
Née dans les années 1970

## Réparations pacifiques

En Polynésie, entre 1966 et 1996, la France a mené 193 essais nucléaires – un chiffre qui équivaut à 800 bombes d'Hiroshima – et a jeté à la mer 3.200 tonnes de déchets radioactifs. Créée en 2014, l'Association 193 lutte pour la reconnaissance des conséquences de ces essais nucléaires. Selon une étude menée en 2021 par l'Université de Princeton, leurs retombées radioactives ont touché un territoire grand comme le continent européen et impacté 110.000 habitant-es. La vice-présidente de l'association, Léna Normand, est née à Papeete. Depuis 2018, elle est également présidente du Comité des femmes de l'association. Les membres du comité dénoncent les cancers et les autres maladies « radio-induites » (causées par la radioactivité) comme une forme de violence envers les femmes – physique, psychologique et économique, qui touche également leurs enfants par l'intermédiaire des maladies transgénérationnelles. L'association encourage les victimes à ne plus avoir peur ou honte, à se lever, à se battre ensemble. Léna Normand interpelle le gouvernement français et les Nations Unies – où elle a tenu une tribune en juin dernier – sur leur responsabilité et leur manque d'action. Elle porte avec détermination les voix des victimes et leur colère légitime. ●



**Collectifs Les Bombes Atomiques** – Nés en 2019

## Lumière sur les déchets enfouis

À Bure en France, population locale, militant-es, associations et collectifs antinucléaires résistent depuis 1994 au projet de développement d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires. Quelques personnes impliquées dans cette lutte (et dans d'autres luttes antinucléaires, féministes, anticapitalistes, antiracistes ou écologistes) décident de se regrouper, inspirées par les formes d'action créatives des femmes dans les luttes antinucléaires (lutte de Plogoff entre 1978 et 1981 en Bretagne, campement de Greenham Common de 1981 à 2000 en Angleterre, Women's Pentagon Action en 1980 à Arlington aux USA...) et par les courants de pensée écoféministes, décoloniaux et intersectionnels. Elles prennent le nom des Bombes Atomiques pour y organiser un rassemblement autogéré féministe antinucléaire, en mixité choisie sans hommes cisgenres. En septembre 2019, 500 féministes – femmes, gouines, trans, personnes non-binaires, queers – répondent présent-es et manifestent malgré la répression policière et judiciaire. Suite à ce week-end joyeux, puissant et émancipateur, un nouveau souffle est donné à la lutte à Bure. Des collectifs de Bombes Atomiques se forment aux quatre coins de la France et même ponctuellement en Belgique! ●



**Helen Caldicott**  
Née en 1938

## Sur tous les fronts

Helen Caldicott est une médecin et militante antinucléaire australienne. Après avoir exercé comme pédiatre, elle se consacre à la lutte antinucléaire. De 1977 à 1986, elle participe à l'association *Physicians for Social Responsibility* (« Médecins pour la responsabilité sociale »), qui informe sur les risques du nucléaire. En 1982, dans le documentaire *If You Love This Planet* (« Si cette planète vous tient à cœur »), elle expose les effets concrets de l'explosion d'une bombe de 20 mégatonnes au-dessus d'une région peuplée. La même année, elle fonde le *Women's Action for Nuclear Disarmament* (« Mouvement des femmes pour le désarmement nucléaire »), qui soutient l'engagement des femmes en politique contre le nucléaire. En 2001, elle crée l'Institut de recherche sur la politique nucléaire et, en 2008, la Fondation Helen Caldicott pour un futur sans nucléaire, afin d'informer les médias et le public sur les dangers du nucléaire. Conférencière passionnée (parfois critiquée pour un manque de rationalité scientifique et des discours trop « émotionnels »), elle a écrit plusieurs livres, participé à des documentaires, animé une émission radio, été récompensée par de nombreux prix et doctorats honorifiques et nommée pour le prix Nobel de la paix. ●



# lansent sur les missiles\*

LOUISA BRYONE (TEXTE) ET AURÉLIE WILMET (ILLUSTRATIONS)



**Katsuko Saruhashi**  
1920-2007

## La science responsable

Katsuko Saruhashi était une géochimiste japonaise, diplômée du Collège Impérial des Sciences de Tokyo (1943) et première femme doctorante de l'Université de Tokyo (1957). Elle défendait l'idée que les scientifiques ont une responsabilité envers la société, et ses contributions scientifiques eurent un impact mondial majeur. Ses recherches sur la contamination radioactive de l'océan Pacifique (suite aux essais nucléaires américains menés sur l'atoll de Bikini) poussèrent à l'interdiction partielle des essais nucléaires en 1963. Son étude des océans infirma l'hypothèse selon laquelle leurs capacités d'absorption du CO<sub>2</sub> compenseraient le réchauffement climatique, amenant à repenser les projections des modèles climatiques. Pionnière dans de multiples domaines et récompensée par de nombreux prix tout au long de sa carrière, elle fut également très engagée dans la promotion des femmes scientifiques. En 1980, elle crée l'association *For the Bright Future of Women Scientists* (« pour le futur rayonnant des femmes scientifiques ») qui encourage la présence des femmes scientifiques et honore leurs contributions. En 1981, elle fonde le prix Katsuko Saruhashi, récompensant une chercheuse japonaise de moins de 50 ans pour ses apports à la recherche en sciences. ●



**Svetlana Alexievitch**  
Née en 1948

## Plume libre contre l'empire

Svetlana Alexievitch est une journaliste et écrivaine soviétique puis biélorusse née en 1948. Ses différents livres (basés sur les témoignages d'anonymes recueillis de façon journalistique et retranscrits de manière artistique, un style qu'elle nomme « littérature documentaire ») constituent une forme de mémoire collective subjective et souterraine sur des thèmes tels que la guerre, les conflits, les catastrophes, la chute du communisme et de l'URSS. Son livre le plus connu, *La Supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse* (1997) est une œuvre polyphonique indispensable qui reprend les récits de plus de 500 survivant-es de la catastrophe nucléaire de 1986. Leurs témoignages bouleversants décrivent la tragédie personnelle, collective, psychologique et sociale qui en a découlé et subsiste encore aujourd'hui. En 2015, elle est la première femme de langue russe et la première parmi les écrivain-e biélorusse à recevoir le prix Nobel de littérature. Opposante à Loukachenko depuis son arrivée au pouvoir en 1994, elle voit ses livres censurés en Biélorussie et elle doit s'exiler suite à son engagement dans les mouvements de contestation de 2020. En 2022, elle se positionne contre le soutien biélorusse à l'invasion russe en Ukraine. ●



**Angélique Huguin**  
Née en 1974

## Debout face à la filière nucléaire

Née en Meuse, un territoire français marqué par la guerre, (voir p.15), d'une mère employée et d'un père ouvrier, Angélique Huguin est réfractaire à l'autorité dès l'enfance. Elle arrête l'école avant le bac, travaille dix ans comme aide-soignante. Après s'être impliquée dans plusieurs mouvements sociaux français des années 2000, elle part pour l'Allemagne, se forme à l'apiculture et rencontre le mouvement antifasciste, antinucléaire et écologiste. De retour en France, elle embrasse la lutte contre le projet d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure. Elle explique à Reporterre (15/11/19) : « Il y a quelques années, j'aurais dit que c'est parce que j'avais douze ans quand le nuage de Tchernobyl est passé au-dessus de mon jardin, et que depuis j'ai des problèmes de peau et de thyroïde. [...] Mais le nucléaire fait partie d'un système global contre lequel je lutte depuis longtemps. » Les opposant-es à la « poubelle nucléaire » de Bure subissent une répression puissante. En 2017, dix personnes sont mises en examen dont sept pour « association de malfaiteurs », parmi lesquelles Angélique Huguin. Mais elle continue à lutter, notamment comme administratrice du réseau Sortir du nucléaire. « On fait vaciller le pouvoir quand les gens se reconnectent les uns avec les autres. » ●

\*d'après le titre de l'exposition de l'artiste britannique Margaret Harrison (née en 1940) qui fait référence au Greenham Common Women's Peace Camp (1981 – 2000), un campement constitué de femmes qui protestaient pacifiquement contre l'installation de missiles nucléaires américains sur la base de la Royal Air Force de Greenham Common, au sud de l'Angleterre (cf axelle n° 243).